

CODE DE LA FAMILLE**Vers la révision des dispositions relatives au divorce**

Les articles du code de la famille régissant les procédures de divorce feront l'objet d'une prochaine révision. Le président de la République a instruit le gouvernement afin qu'un comité ad hoc prenne en charge cette révision. En ligne de mire, les articles dédiés notamment au Khol.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Absent de la traditionnelle cérémonie du 8 Mars, comme c'est le cas depuis quelques années déjà, le président de la République a néanmoins envoyé une missive. Dans cette dernière, le chef de l'Etat fait part de sa décision d'amender le code de la famille.

Bouteflika motive sa démarche par les lacunes dont n'est pas «exempt» le texte en question et estime que «le divorce, dans toutes ses formes et notamment le Khol, constitue aujourd'hui un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans notre société».

Le gouvernement est donc instruit afin que les articles du code de la famille soient réaménagés, notamment ceux «qui prêtent à interprétation». Il est attendu de la commission ad hoc de clarifier ces ambiguïtés, d'apporter des «clarifications» et de combler les «insuffisances» afin, ajoute Bouteflika, de «préserver la stabilité de la famille algérienne».

Le président de la République

estime nécessaire d'«améliorer les lois relatives à la famille en harmonie avec les exigences de notre époque et de la vie moderne, aussi bien pour l'homme que pour la femme en veillant en tout état de cause à assurer une totale conformité ce que décide le législateur avec notre sainte religion».

Évoquant à demi-mot la polémique née de l'adoption des amendements du code pénal relatifs à la violence à l'égard des



Abdelaziz Bouteflika.

femmes, Bouteflika explique que ces mesures ont été «dictées par notre vécu». Pour mieux les faire

accepter, Bouteflika appelle à la mise en place d'une stratégie de communication sociale plus

offensive. Il demande également aux «services concernés» de «mener campagne contre la persistance des us et coutumes liés au conservatisme et à l'obscurantisme qui persistent à violer les droits de la femme». Pour justement permettre à cette dernière de prendre pleinement sa place dans la sphère économique, Boueflika appelle à la levée de toutes les entraves qui empêchent les femmes de s'épanouir dans leur travail en raison de leur statut de mère de famille.

Pour y mettre un terme, le chef de l'Etat instruit les autorités compétentes afin que soient multipliées les structures d'accueil des enfants.

N. I.

FACE AUX «DÉFIS»**Bouteflika en appelle à la «responsabilité» de la classe politique**

Considérant que la journée du 8 Mars est pour lui une occasion pour «informer la nation des défis» auxquels fait face le pays, le chef de l'Etat a évoqué les retombées de la conjoncture régionale sur l'Algérie. Il en appelle à la responsabilité de «toutes les forces politiques».

Prenant en exemple les pays du voisinage, Bouteflika dira que «les dynamiques internes de certains pays n'ont eu d'autre résultat que des souffrances douloureuses et ravageuses».

Bouteflika lance un avertissement : le

peuple algérien ne se laissera pas entraîner car, dit-il, «il s'est prononcé à maintes reprises en faveur d'une stratégie qui assure la stabilité du pays et de ses institutions».

Une stratégie, dit-il, qui ne peut être menée sans un front interne fort et qui ne peut être du ressort exclusif de l'Etat. Il en appelle d'ailleurs à «la responsabilité de toutes les forces politiques» qu'il appelle à «transcender les divergences» car, dit-il, «la conjoncture exige de placer les intérêts du pays au-dessus de toute

autre considération». Le chef de l'Etat met en garde en affirmant que «ni les préoccupations liées aux difficultés du moment à nos frontières, ni l'inclination récurrente à des dérapages malvenus» n'entraveront ses projets, à leur tête les réformes, «toutes les réformes», dit-il.

Bouteflika réitère son engagement à garantir la liberté d'expression pour tous, pour peu qu'elle soit «assumée avec responsabilité».

N. I.

LA NOUVELLE LOI SUR LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES**Une solution «réaliste» et «pratique»**

Pour le directeur général des affaires pénales et de la grâce au ministère de la Justice, la nouvelle loi sur les violences contre les femmes ne va pas à l'encontre des valeurs et coutumes algériennes ni contre le droit musulman.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Lorsque nous incriminons les agressions que subissent les femmes que ce soit dans la rue ou dans le milieu conjugal, cela n'est pas contraire à nos valeurs ni aux concepts de l'Islam», a précisé Mokhtar Lakhdari, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III. Selon

lui, le projet de loi amendant le code pénal relatif à la protection des femmes contre toutes les formes de violence apporte des solutions «réalistes» et «pratiques». Un projet de loi qui sera, d'ailleurs, suivi par d'autres mesures.

L'invité de la radio a évoqué ainsi le code des procédures pénales qui sera concerné. Idem pour le mode de fonctionnement de la justice pénale qui «attribuera au ministère public un rôle plus actif dans le déroulement de la procédure». Selon Mokhtar Lakhdari, cela permettra également la mise en place de procédures alternatives aux poursuites. «Il va introduire de nouvelles mesures au

niveau de la Cour suprême, là où de nombreuses procédures sont pendantes», dit-il.

Toutes ces réformes annoncées ont le but de «simplifier» les procédures du pourvoi devant la Cour suprême et de «formaliser» tous les dossiers au niveau des juridictions.

Est également prévu un régime pour la protection des témoins, des victimes et des dénonciateurs notamment dans les affaires de corruption, crime organisé et terrorisme. «Il s'agit de simplifier les procédures et de ne soumettre aux magistrats que les affaires sérieuses et importantes de manière à ce qu'on puisse consacrer les principes d'un procès équitable», explique-t-il.

L'avant-projet de loi qui va être bientôt soumis au gouvernement apportera aussi des réponses à la détention provisoire. Selon le directeur général des affaires pénales et de la grâce au ministère de la Justice, il s'agit généralement du recours à la surveillance électronique.

«Il y aura aussi des mesures de contrôle qui vont permettre à la chambre d'accusation de contrôler de manière effective la détention provisoire et d'introduire également des critères objectifs pour la prolongation de la durée de la garde à vue par les juges d'instruction», souligne-t-il.

Ry. N.

LOI AMENDANT ET COMPLÉTANT LA LOI PORTANT CODE PÉNAL**Le soutien «ferme» de Benflis**

Le promoteur du parti Talaïou El Houriyet, Ali Benflis, apporte son soutien ferme au projet amendant et complétant la loi 156-66 du 8 juin 1966 portant code pénal adopté jeudi dernier à l'APN dont le camp islamiste réclamait tout simplement le retrait.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour l'ancien chef du gouvernement, qui s'exprimait hier, à l'occasion d'une cérémonie célébrant la Journée internationale de la femme, la toute première activité de son parti en cours de constitution, il n'est pas question de «minimiser» le fléau lié aux violences conjugales qui affecte la femme algérienne, en sus, bien entendu, des autres formes de discrimination et d'arbitraire.

Démarrant du postulat que «toute violence est répréhensible aux yeux de la loi», Benflis estime que la violence conjugale doit être «estimée à trois niveaux : «comme violence en tant que telle

et circonstances, à mes yeux aggravantes, en tant que violence, commise contre une femme et en tant que violence commise contre une épouse et une mère». D'où, dira-t-il, le soutien «ferme» qui «coule de source», de Talaïou El Houriyet à cette loi qui, argumente-t-il, «comporte des dispositions dissuasives et répressives à l'encontre des violences conjugales».

Mais Benflis ne ratera pas l'occasion pour «politiser» le sujet et s'en prendre, une fois de plus, au pouvoir en place.

Pour lui, la femme algérienne concentre sur elle ces trois formes d'arbitraires rassemblés : un arbitraire en tant que citoyenne ; un

arbitraire en tant que femme et un arbitraire dans son parcours professionnel. Ce qui fait qu'elle n'est pas une citoyenne à part entière».

Par la faute, expliquera-t-il, du régime politique en place qui «a réussi à créer une citoyenneté à deux vitesses» ou plus crûment, «une supra-citoyenneté et une infra-citoyenneté».

Et au double candidat malheureux aux présidentielles de 2004 et 2014 de distinguer sa vision et son approche des droits de la femme de celles du régime en place. «Notre vision des droits de la femme est une vision cohérente et globale alors que le régime en place n'en a qu'une vision réductrice et calculatrice, celle de redorer son image et de faire oublier ses nombreux autres manquements en matière de libertés et de droits ; notre approche est aussi volontariste et globale, celle du régime est



Benflis s'en prend au pouvoir en place.

timorée et sélective ; notre démarche est portée par des principes et des convictions, celle du régime par des calculs et des sous-cis égoïstes», dira-t-il.

Une approche et une vision que Benflis déclinera sous nombre de principes dont celui selon lequel les droits de la femme algérienne

relèvent des «attributs d'une citoyenneté pleine et entière».

De ce fait, il estimera que la femme algérienne ne pourra être rétablie dans la plénitude de ses droits que dans le cadre «d'une réhabilitation de la citoyenneté en tant que telle dans notre pays».

M. K.